



Communiqué de presse – Les Lilas le 25 octobre 2017

Salaires des fonctionnaires : le Ministre persiste et signe

La FSU avait obtenu qu'un groupe de travail sur les mesures de compensation CSG et le report de PPCR se réunisse. Ce groupe s'est tenu hier. Dans les suites de ce qu'avait déjà annoncé le Ministre de l'Action et des comptes publics le 16 octobre dernier, les projets de décrets ont ainsi été présentés aux organisations syndicales avant le Conseil commun de la Fonction Publique du 6 novembre prochain qui les examinera.

Le gouvernement confirme que l'ensemble des mesures indiciaires et statutaires relevant de PPCR sont effectivement reportées de 12 mois à compter du 1er janvier 2018 (transferts primes/points pour la catégorie A, revalorisations indiciaires, passage en A des personnels sociaux).

La FSU ne s'y résout pas : reporter ces mesures n'est ni plus ni moins qu'un coup de canif dans la parole de l'État et cela amputera le pouvoir d'achat déjà mis à mal de tous les fonctionnaires.

Ce sont de plus surtout les traitements des personnels de catégories C, donc les plus faibles salaires, qui, en 2018 ne seraient pas augmentés, et ce alors même que les rythmes d'avancement ont parfois été allongés. Une nouvelle fois le gouvernement s'attaque en priorité aux plus faibles. C'est inacceptable.

Quant au passage en catégorie A des personnels sociaux, il représentait déjà une reconnaissance trop tardive et insuffisante de ces professions, le reporter est inacceptable.

Si ce report a lieu, l'ensemble des fonctionnaires est touché, et en particulier les femmes et les catégories les plus faibles. Ce report mettrait ainsi en péril le début de reconnaissance et de revalorisation salariale que constitue PPCR.

La FSU s'est adressée au Premier ministre pour lui demander de renoncer à ce report. Elle réitère cette exigence aujourd'hui. Les mesures envisagées sont complexes et restent incertaines. Elles ne correspondent pas de plus à la promesse d'Emmanuel Macron d'augmenter le pouvoir d'achat de tou.te.s les salarié.e.s.

L'ensemble des organisations syndicales de la fonction publique ont appelé à la grève et aux manifestations le 10 octobre pour défendre les services publics et améliorer le pouvoir d'achat des agent.e.s : s'il y a eu quelques avancées très insuffisantes, le fond du problème demeure et risque de se traduire par une nouvelle baisse du salaire net perçu par les agent.e.s.



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**